

## **Bientôt un groupe Mulliez ?**

Titre(s): Bientôt un groupe Mulliez ? [[périodique] ]

Ensemble: Alternatives économiques 466

Editeur, producteur: 01/01/26

Description matérielle: pp.54-57

ISSN: 0247-3739

Note sur la description matérielle: 4

Résumé ou extrait: La famille Mulliez contrôle un vaste ensemble d'entreprises employant 170 000 salariés en France et 620 000 dans le monde, avec un patrimoine estimé à 26 milliards d'euros, ce qui la place au 8e rang des plus grandes fortunes françaises. Les principales enseignes sous leur contrôle incluent Auchan, Leroy Merlin, Decathlon, Kiabi, Flunch, Boulanger, Weldom, Mobivia, Bricoman, Chronodrive, Saint Maclou, Jules et Les 3 Brasseurs. En 2024, le chiffre d'affaires cumulé en France des treize plus grosses enseignes dépasse 40 milliards d'euros, soit environ 7 % du chiffre d'affaires du commerce de détail national. En 2008, 8 euros sur 100 dépensés dans le commerce de détail en France allaient à une enseigne Mulliez. L'ensemble est géré via l'Association familiale Mulliez (AFM), créée en 1955, qui regroupe environ 950 membres, tous descendants de Louis et Marguerite Mulliez. L'actionnariat est verrouillé à la famille, et l'organigramme du groupe est très opaque. Les Mulliez refusent l'appellation de " groupe ", préférant parler de " galaxie " ou d'" écosystème ", arguant que chaque entreprise est autonome et indépendante, ce qui leur permet de ne pas publier de chiffre d'affaires consolidé ni de se soumettre aux obligations légales imposées aux groupes, notamment en matière de reclassement lors de licenciements. En 2019, Auchan a supprimé près de 2 400 postes, l'un des plus importants plans sociaux du pays, sans proposer de reclassement dans d'autres enseignes du groupe, comme Decathlon ou Leroy Merlin, malgré leur bonne santé financière. Par exemple, Decathlon France a réalisé 60,8 millions d'euros de bénéfices pour 3,9 milliards d'euros de chiffre d'affaires en 2023, avec une marge brute de près de 32 %. Entre 2014 et 2024, plus de 2 milliards d'euros de dividendes ont été versés par le groupe Elo (Auchan, Nhood, Oney) à l'AFM. La structure de l'empire repose sur trois holdings - Acanthe, Cimofat et Valorest - détenues à 100 % par l'AFM, qui contrôlent ensemble la quasi-totalité du capital des entreprises du groupe. Ces holdings, souvent situées dans des pays à fiscalité avantageuse comme le Luxembourg, détiennent des parts dans des sociétés intermédiaires, elles-mêmes actionnaires majoritaires des enseignes opérationnelles. Par exemple, Acanthe, Valorest et Cimofat détiennent respectivement 46,62 %, 29,76 % et 23,5 % de Suraumarché, la holding d'Auchan. Les conseils de surveillance et de direction de ces holdings sont composés des mêmes membres de la famille Mulliez. En septembre 2025, le tribunal administratif de Lille a annulé le plan de sauvegarde de l'emploi d'Auchan e-commerce France, estimant que les informations économiques fournies aux représentants du personnel auraient dû inclure les données d'Acanthe, Valorest et Cimofat, qui partagent les mêmes dirigeants et actionnaires. Si cette décision est confirmée en appel, elle pourrait obliger les Mulliez à assumer des obligations financières accrues lors de futures restructurations, notamment en matière de reclassement et

d'indemnisation des salariés licenciés. La complexité de l'organigramme Mulliez permet de diluer la responsabilité des actionnaires et de rendre difficile la traçabilité des flux de dividendes. Bien que plus de 85 % des salariés soient actionnaires, ils ne détiennent souvent que moins de 15 % du capital des sociétés. Par exemple, pour Decathlon, plus de 600 millions d'euros de dividendes devraient être distribués au titre de 2024, dont seulement 13 % aux salariés actionnaires. En 2023, près de 600 millions d'euros de dividendes sur un milliard ont été alloués à l'AFM, qui affirme avoir réinjecté la totalité dans l'écosystème. La question d'une solidarité financière et sociale plus large au sein de la galaxie Mulliez reste posée, alors que la justice pourrait contraindre la famille à plus de transparence et à une gestion plus solidaire de ses restructurations.

Sujet - Nom de personne : Mulliez

Sujet - Nom commun : Succès dans les affaires  
Grande distribution